

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 132 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2828 - Prix : 1€

*Éditorial de
Nathalie Arthaud*

**Pour de vraies
augmentations de
salaire, faire grève et
manifester !**

**Assurance chômage :
le gouvernement à
l'offensive** *Page 3*

**Budget 2023 : encore
moins pour ceux qui
n'ont rien** *Page 6*

**Les migrants Sri
Lankais, victimes de
leur gouvernement,
mais aussi des pays
impérialistes** *Page 9*

**Run Market : 750
emplois menacés** *Page 9*

Iran

**La contestation
s'approfondit** *Pages 11*



Pour de vraies augmentations de salaire, faire grève et manifester !

Mardi 18 octobre, des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté dans tout le pays, pour l'augmentation des salaires et en solidarité avec les travailleurs des raffineries. Les appels à débrayer et à faire grève se sont multipliés, alors que le mécontentement sur les salaires s'exprime dans nombre d'entreprises depuis des semaines. C'est vrai dans les centrales nucléaires et dans des entreprises comme Dassault, Stellantis, Renault Trucks, Monoprix, Carrefour... Mais la grève des raffineries a fait des salaires une question nationale.

Comme les cheminots, les éboueurs ou les enseignants, les grévistes ont été accusés de prendre la population en otage. Mais le blocage incombe à la direction de TotalEnergies, sourde à une revendication élémentaire : celle d'augmenter les salaires au même rythme que les prix. Et vu les profits du groupe – 18,8 milliards au premier semestre 2022, trois fois plus que l'an dernier –, refuser ce rattrapage salarial est un scandale.

Autre invention anti-grève : il a été reproché aux travailleurs des raffineries de mener une « grève préventive ». Les actionnaires de TotalEnergies ont eu droit à un acompte « préventif » sur dividendes exceptionnels de 2,62 milliards. Mais cela n'a pas choqué les perroquets de la propagande patronale !

Alors, s'il y a des extrémistes, ils sont du côté de ce grand patronat qui arrose les actionnaires comme jamais. Ils sont du côté de ces PDG qui s'octroient des millions de salaire annuel, 6 millions pour celui de TotalEnergies, soit une augmentation de 52 %. Ce sont les extrémistes du profit, et ils n'en ont jamais assez !

Cette propagande ne peut que révolter, d'autant plus que ce qui se passe à TotalEnergies se produit dans toutes les entreprises. Partout, les profits et les dividendes passent avant les salaires et les conditions de travail.

Le grand patronat a toujours le mot « négociation » sur les lèvres. Et il est prêt à organiser des heures, des jours et des nuits de parlottes, alors même qu'il ne veut rien lâcher. Il y discute miettes et queues de cerise, et cela suffit à certains chefs syndicaux pour se sentir importants.

Mais c'est par la lutte, et non par cette caricature de négociation, que les travailleurs peuvent gagner. Car c'est devenu une question de principe pour certains patrons : il ne faut pas augmenter les salaires de base. Pour faire passer la pilule, une petite prime suffira !

La lutte des travailleurs des raffineries le montre : l'action collective et la grève sont les seuls moyens de se faire entendre.

Le combat entre les travailleurs et le grand patronat n'est pas facile et il ne l'a jamais été. La lutte ne se mène pas à armes égales, puisqu'en plus de disposer de l'argent et du pouvoir, le grand patronat peut compter sur l'État et le gouvernement, avec ses réquisitions, ses huissiers, ses forces de répression et sa justice.

Et, face à la crise et à ses incertitudes, les capitalistes sont déterminés à ne rien lâcher. Ils veulent, par avance, engranger tous les profits possibles. Main dans la main avec le gouvernement, ils sont prêts à nous faire reculer d'une génération sur les salaires, les droits au chômage et la retraite.

Pour les travailleurs, la lutte est forcément difficile, mais la vie que nous réservent gouvernement et patronat le sera aussi de plus en plus. Alors, il faut nous y préparer et y faire face avec la détermination de ceux qui sont convaincus de mener un juste combat.

Par ces temps de flambée des prix, le fossé entre les prix et les salaires ne cesse de se creuser. Et les travailleurs n'ont pas à accepter de s'appauvrir ! Il faut augmenter les salaires de 300, 400 euros par mois et les indexer sur l'évolution réelle des prix, et pas celle que nous vend le gouvernement. Cette revendication élémentaire est mille fois légitime, il faut qu'elle devienne celle de l'ensemble du monde du travail.

La mobilisation sur les salaires doit devenir l'affaire de chacun. Profitons de la moindre réunion ou débrayage pour discuter de nos revendications. Non pas des propositions venues du patronat, mais de ce qu'il nous manque pour vivre décemment. Et discutons des moyens de diriger nous-mêmes notre lutte, pour qu'elle ne soit pas bradée par tels ou tels chefs syndicaux.

À quelques-uns, il est impossible d'inverser le rapport de force avec le grand patronat. Dès que le mouvement devient ou menace de devenir plus général, ce qui était impossible devient possible.

Alors, soyons nombreux à profiter du carburant fourni par la grève des raffineries pour nous mettre en mouvement !

Nathalie ARTHAUD, porte parole de Lutte ouvrière

Assurance chômage : le gouvernement à l'offensive

Mardi 11 octobre, la nouvelle loi sur l'assurance chômage a été adoptée par l'Assemblée nationale. Cette nouvelle réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la continuité des dernières attaques menées contre les chômeurs, avec des mesures plus antiouvrières les unes que les autres.

Elle contient, entre autres, un nouvel amendement sur les abandons de postes, désormais assimilés à des démissions, pour rendre les travailleurs concernés inéligibles à une indemnisation chômage.

Aujourd'hui, ceux qui quittent leur poste sans préavis, peuvent quand même toucher les allocations chômage, si leur patron procède à

leur licenciement. Mais les patrons peuvent aussi refuser de licencier et donc empêcher le salarié de toucher les allocations chômage. La nouvelle loi rend cela systématique et sonne donc comme un avertissement pour ceux qui oseraient quitter leur emploi sans l'assentiment de leur patron.

Pour tenter de justifier cet amendement, la ministre Grandjean prétend que « *ce phénomène d'abandon de poste est en augmentation constante et pose divers problèmes, notamment pour les entreprises qui voient leur collectif se désorganiser* ». Il n'existe cependant aucun chiffre à l'appui de ses dires. D'ailleurs, le nombre d'abandons de

postes est aujourd'hui tellement minime qu'il ne constitue même pas une catégorie à part entière comptabilisée par l'Insee. D'autre part, suggérer que le chaos actuel de l'économie capitaliste, qui va de l'explosion des prix de l'énergie à la pénurie de semi-conducteurs, serait le fait des travailleurs qui, n'en pouvant plus de leurs conditions de travail, abandonnent leur poste est à la fois risible et révoltant.

En réalité, cette mesure est avant tout une démonstration de force qui vise à faire baisser la tête aux travailleurs, tout en restreignant encore les droits d'accès aux indemnités chômage.

Plan de sobriété énergétique : brasser du vent froid

Le 6 octobre, le gouvernement a présenté un plan dit de « sobriété énergétique » dans un dossier de 50 pages dont le sous-titre est « Mobilisation générale ».

Il y donne une série de recommandations aux entreprises concernant leur éclairage, le chauffage de leurs bureaux ou de leurs magasins, la restriction de l'utilisation de l'eau chaude dans leurs sanitaires... mais qui n'ont aucun caractère obligatoire.

En revanche, pour les bâtiments publics, les piscines et les bibliothèques publiques, des mesures de réduction du chauffage de un ou plusieurs de degrés doivent être appliquées directement.

L'objectif de ne pas chauffer à plus de 19°C est ressassé pour toute la population et pour les locaux des entreprises. Or cette température de chauffage existe déjà depuis des années dans le code de l'énergie. Le plan du gouvernement énumère une série d'évidences, comme si une partie des classes populaires n'était pas déjà habituée à se restreindre depuis des années pour se chauffer et

s'éclairer. Mais derrière ce flot de lieux communs, ce plan sert à mettre en condition la population pour accepter sacrifices, coupures, et hausses exponentielles des tarifs du gaz et de l'électricité à venir.

Les groupes capitalistes de l'énergie restent quant à eux libres d'investir ou non, de spéculer sur les prix, de ponctionner toute la société. Loin de toute sobriété, pour eux, c'est l'abondance des profits. Ceux-ci ont atteint des records cette année,

comme chez TotalEnergie, qui a dépassé les 10 milliards de dollars de bénéfices au premier semestre, ou Engie, qui a plus que doublé les siens avec cinq milliards d'euros dans cette même période. Leur système économique devient de plus en plus catastrophique et aucun thermostat ni col roulé ne protégera la population de ses conséquences.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 4 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 5 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 6 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 19 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

Retraites : la riposte viendra des travailleurs

Le gouvernement vient d'entamer une prétendue concertation avec les syndicats dans l'objectif affiché d'imposer un recul progressif de l'âge légal de la retraite de 62 ans à 65 ans d'ici 2031. Il prévoit l'adoption d'une loi à l'hiver prochain et sa mise en œuvre à l'été 2023.



La bourgeoisie tente par tous les moyens d'imposer à la fois l'allongement de la durée du travail et le recul des salaires. Elle le fait au quotidien, mais aussi à l'échelle de la vie des

travailleurs, en imposant le recul de l'âge de la retraite et l'amputation des pensions, pourtant financées non par les profits mais par les cotisations des salariés.

Seuls 33 % des salariés de plus de 60 ans travaillent encore car le patronat s'en débarrasse bien plus tôt. Ceux qui se retrouvent à la porte à plus de 55 ans ont, jusqu'à présent, la maigre ressource de bénéficier de 36 mois d'indemnité de chômage.

C'est cette durée d'indemnisation que Roux de Bézieux veut réduire, car elle constitue selon lui : « une incitation pour les entreprises comme pour les salariés à se mettre d'accord avec une rupture conventionnelle. On voit un pic de ruptures à 59 ans, ce n'est pas un hasard ».

Une telle mesure n'obligera aucun patron à maintenir dans l'emploi un travailleur qu'il ne considère plus assez productif, mais celui-ci se retrouvera alors privé d'indemnité de

chômage comme de retraite pour les années suivantes.

Actuellement, selon les statistiques officielles, l'espérance de vie d'un ouvrier né entre 1972 et 1984 est de 70,7 ans et celle d'un employé de 72,2 ans. Le recul de l'âge de la retraite, c'est la retraite pour les morts...

Tout en se disant « vent debout » contre la retraite à 65 ans, les représentants syndicaux se sont précipités pour... s'asseoir aux tables de concertation organisées par le gouvernement durant les trois prochains mois. Les dirigeants syndicaux n'ont aucun plan de riposte, aucun plan de mobilisation. Mais, si la posture des bureaucraties syndicales est prévisible, la réaction des travailleurs l'est moins, et la crainte du patronat et du gouvernement est que, combinée au mécontentement sur les salaires, cette nouvelle réforme n'entraîne une riposte ouvrière.

Prix de l'énergie : les rois de la jungle

Alors que les prix de l'énergie flambent, Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a fait mine d'agir. Il a annoncé le 5 octobre un plafonnement du prix de l'électricité à 180 euros le MWh, ainsi qu'un renforcement des aides publiques aux PME.

Ce plafond correspond à un accord que viennent de trouver les ministres de l'Union européenne. Mais il faut le comparer au prix en vigueur il y a encore deux ans : 50 euros le MWh. Le fameux plafond serait donc plus de trois fois plus haut que les prix en 2020. De nombreuses communes seront obligées de fermer des infrastructures, notamment des salles de sport ou des locaux associatifs. La mesure gouvernementale ressemble donc à un pansement sur une jambe de bois, et ne fera qu'effleurer les profits des entreprises qui fournissent l'électricité.

Du côté des tarifs du gaz et du pétrole, il n'y a même pas d'accord similaire en vue entre dirigeants

européens. La seule mesure envisagée vis-à-vis des trusts du gaz et du pétrole est une « contribution » de 33 % sur leurs profits, au-dessus d'un certain seuil. D'après Le Maire lui-même, cette contribution ne devrait rapporter à l'État français que 200 millions, soit environ 1 % des bénéfices de TotalEnergies en six mois.

Les conséquences de la situation sont déjà visibles : à l'échelle européenne, des dizaines d'usines chimiques, grandes consommatrices de gaz, ont déjà mis leur activité en veille. Comme, en plus, le tarif européen de l'électricité est adossé à celui du gaz, c'est en fait toute l'industrie lourde qui risque d'être fortement touchée. Ce qui provoquerait à son tour une avalanche de blocages sur toute la production. En réalité, pour l'instant, les seules mesures prévues sont de nouvelles aides publiques pour les entreprises touchées, une politique qui ressemble à une fuite en avant, d'ailleurs de moins en moins efficace.

Avec une poignée d'autres trusts, TotalEnergies, Engie sont en mesure de contrôler des pans entiers de la distribution et d'organiser la hausse des prix. Ils sont en position de vampiriser, non seulement les poches des classes populaires et les budgets des mairies et des petites entreprises, mais aussi les profits des capitalistes concurrents, en particulier ceux de l'industrie lourde.



Raffineries : l'énergie de la grève !

La grève qui dure dans les raffineries a été dans un premier temps peu couverte dans les médias, mais les files d'attente à la pompe à essence sont devenues de plus en plus longues, les stations fermées faute d'approvisionnement plus nombreuses. Eh oui, il est difficile de rendre invisible une grève dans ce secteur !

Les membres du gouvernement se sont mis à exprimer leur hostilité contre les grévistes, cherchant à les opposer aux automobilistes pour rendre cette grève impopulaire.

Mais qui rend la vie impossible aux automobilistes aujourd'hui comme depuis des années ? Qui a imposé des augmentations de prix à la pompe et qui a la main sur les stocks de carburants ? Ce sont les directions d'Esso-ExxonMobil et de TotalEnergies qui ont fait payer le litre d'essence à deux euros et empêché plus d'un automobiliste de faire le plein, faute de budget suffisant. Grâce à cela, ces deux groupes ont connu l'abondance de profits : 17,53 milliards d'euros au deuxième trimestre 2022 pour Esso-ExxonMobil et 18 milliards d'euros au premier



semestre 2022 pour TotalEnergies. Pour fêter cela, les actionnaires de ce groupe ont reçu 2,62 milliards de dividende exceptionnel en septembre dernier. En revanche, le PDG Patrick Pouyanné refuse jusqu'à présent, comme son homologue d'ExxonMobil, de céder les augmentations de salaire réclamées par les grévistes.

Macron a commencé à menacer les grévistes en affirmant que « les blocages ne sont pas une façon de négocier ». Et mardi 11 octobre, la Première ministre Borne a annoncé que le gouvernement allait réquisitionner les grévistes des dépôts ExxonMobil. C'est une déclaration

contre tous les travailleurs voulant se défendre face aux capitalistes qui les enfoncent dans la pauvreté.

Par la grève, les travailleurs s'attaquent aux seuls responsables de cette situation chaotique : les actionnaires de ces deux groupes qui s'enrichissent en faisant les poches des automobilistes et en refusant d'augmenter les salaires. Face à l'inflation, tous les travailleurs ont intérêt à voir leur salaire augmenter. Alors, la victoire des grévistes de ce secteur pourrait ouvrir une brèche et encourager les travailleurs d'autres secteurs à se mettre aussi en grève.

RN : anti-chômeurs, antiouvrier

Lors des débats à l'Assemblée sur le projet de réforme de l'assurance chômage présenté par le gouvernement, les députés du Rassemblement national devaient à la fois entretenir leur image d'opposants à Macron et montrer leur capacité à satisfaire les exigences du patronat.

Pour cultiver leur posture d'opposants, les députés RN ont donc tenu des discours très durs à l'égard du gouvernement, dénonçant « ses méthodes autoritaires », « une mesure injuste qui vise les chômeurs »... Et à la fin, clou du spectacle, ils ont voté contre le texte gouvernemental.

Mais, tout en se livrant à cette comédie parlementaire, le RN a tenu à participer à la surenchère antiouvrière initiée par la droite LR. Les députés du parti lepéniste ont ainsi voté en faveur de l'amendement assi-

milant l'abandon de poste par un salarié à une démission, ce qui lui fait perdre tout droit aux allocations chômage. Pour ne pas être en reste, Le Pen a proposé que soit considéré comme une démission le refus d'accepter un contrat à durée indéterminée (CDI) à la fin d'un contrat à durée déterminée (CDD). Un autre député RN a proposé, lui, de limiter les élections professionnelles aux travailleurs de nationalité française ou « maîtrisant couramment la langue française ». Réduire les droits des travailleurs, les diviser, tout un programme... en faveur des patrons !

Ces amendements ont été rejetés, mais, en les proposant, le RN voulait démontrer qu'il pouvait être du côté des patrons aussi bien que Macron. En déclarant qu'il allait étudier sérieusement la proposition de Le Pen,

le gouvernement ne s'y est pas trompé.

Lors des dernières élections présidentielles et législatives, la presse avait qualifié le Rassemblement National de Marine Le Pen de « premier parti ouvrier de France ».

Ainsi, malgré leur discours démagogique en période électorale en direction des classes populaires, les députés RN montrent qu'ils sont comme les politiciens de droite et de gauche au service du patronat, cherchant à diviser le camp des travailleurs entre salariés et chômeurs, travailleurs français et immigrés.

Il faut combattre cette politique de division de notre camp qui ne peut que l'affaiblir face à nos ennemis de classe que sont les patrons !

Budget 2023 : encore moins pour ceux qui n'ont rien

Le projet de loi de finances 2023, c'est-à-dire le budget prévisionnel de l'État, est en débat devant les députés depuis le 10 octobre. L'effet théâtral de la discussion parlementaire est cette année renforcé car le gouvernement ne dispose pas de la majorité absolue.

Il sera peut-être de ce fait obligé de faire usage de l'article 49-3, c'est-à-dire de faire adopter son projet sans vote des députés.

Au-delà du jeu de rôles parlementaire, ce projet de budget ressemble comme un frère à tous ceux qui l'ont précédé en cela qu'il prend aux pauvres pour donner aux riches. En effet, la principale ressource budgétaire réside dans les impôts sur la consommation, dont la TVA et la taxe sur les produits pétroliers, c'est-à-dire dans les contributions indirectes extorquées aux familles, si démunies soient-elles.

Hormis l'éducation scolaire, les principaux postes de dépenses sont les subventions directes ou indirectes aux capitalistes, les prêts garantis, les crédits d'impôts, les aides multiples. Il y a aussi le budget militaire, encore augmenté de trois milliards cette année, véritable rente pour les Dassault, Thales et autres Navalgroup ou Nexter.

Dans ce cadre général, l'inflexion est mise depuis des dizaines d'années sur les économies aux dépens des services publics utiles à la population. Alors que les ministres et leurs soutiens prétendent être comptables de chaque euro d'argent public, alors qu'ils somment les travailleurs d'économiser sur le chauffage, voire sur le transport et la nourriture, ils vont tranquillement dépenser 158 milliards qu'ils n'ont pas. Le projet de budget prévoit en effet 500 milliards de dépenses, 345

milliards de recettes et 158 milliards de déficit, couvert par un emprunt auprès des financiers. Tous les budgets étant en déficit depuis quarante ans, l'État a une dette de 3000 milliards d'euros, soit un peu plus que toute la richesse produite annuellement en France. Les taux d'intérêt augmentant, l'État paye de plus en plus cher pour rembourser sa dette et honorer ses échéances. Il doit donc maintenant verser chaque année 50 milliards d'euros d'intérêts à ses créanciers, leur constituant une véritable rente. L'équilibre de l'ensemble, ou plutôt la fuite en avant, est censé venir de la croissance économique, ce qui constitue un pari hasardeux, et se base sur l'idée que les travailleurs continueront à prendre des coups sans réagir, ce qui ne l'est pas moins.

Éducation nationale : de pire en pire

Il y a un mois, le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye prononçait le traditionnel « la rentrée s'est bien passée ». Une enquête du principal syndicat des chefs d'établissement confirme que la réalité est tout autre.

Dans 35 % des établissements, un poste d'enseignant est totalement vacant et, dans 32 % d'entre eux, pas forcément les mêmes, il y a déjà au moins une absence de longue durée non remplacée. La situation n'est pas meilleure en ce qui concerne les assistantes sociales, les conseillers principaux d'éducation, les infirmières scolaires, les agents de service et de manière générale tous les personnels non enseignants. Dans 35 % des établissements, ils ne sont pas au complet.

Pour aggraver encore la situation, les professeurs remplaçants, prévus pour combler les absences en cours d'année, par exemple les congés maternité, ont été mis devant les élèves dès la rentrée afin que le ministère



puisse affirmer qu'il y avait un enseignant devant chaque classe. Du coup, l'année scolaire s'annonce à risque, puisqu'il y aura forcément de telles absences.

Dans les écoles primaires, le ministre lui-même avouait 200 à 300 postes manquants, jugeant ce chiffre très faible. Outre que ces chiffres sont sujets à caution, on sait déjà que les remplacements qui vont être demandés ne pourront pas se faire, et

que les élèves continueront donc à être répartis dans les classes. Il faudra à nouveau aux parents et aux enseignants se mobiliser.

Voilà ce que le ministre appelle une bonne rentrée. Qu'est-ce que ce serait si elle avait été mauvaise ! Mais le gouvernement persiste et signe. Dans le budget 2023 actuellement en discussion, 2000 postes d'enseignants vont être supprimés.

« L'économie bleue » : des activités « à forte valeur ajoutée »

Voilà ce que titrait la presse il y a quelques jours.

L'économie bleue englobe les activités touristiques proposées par les établissements situés en bord de mer, mais aussi la pêche et le transport maritime.

Dans ce secteur économique, il y a les petits poissons et les gros requins.

Entre les petits pêcheurs côtiers vivant de leurs sorties en mer risquées et les armateurs disposant de nombreux bâtiments équipés dernier

cri pour des campagnes de pêche de plusieurs mois, il y a un monde.

1 % des entreprises de l'économie bleue emploient 31 % des salariés du secteur et réalisent 37 % de la valeur ajoutée. Dans la pêche industrielle, un salarié rapporte en un an 140 000 euros à son patron.. à comparer avec les salaires misérables versés aux marins exploités comme des forçats.

Le transport maritime accapare à lui seul à lui seul 40 % de la valeur ajoutée de l'économie bleue, alors qu'il ne représente que 14 % des éta-

blissements et 38 % des emplois. Il bénéficie en plus d'une fiscalité privilégiée sur décision du gouvernement.

Alors quand patrons et politiciens souhaitent le développement de l'économie bleue, ce sont les profits supplémentaires qui les font rêver, pas d'offrir aux travailleurs un emploi qui paie !

Cadeau fiscal colossal pour les capitalistes du transport maritime

À l'heure où Macron et ses ministres nous incitent à la sobriété énergétique, ils dépensent une énergie folle pour permettre aux capitalistes les plus riches d'échapper à l'impôt.

Ainsi dans les documents fournis par le gouvernement pour la préparation du budget de l'État de 2023, la niche « pour aider le secteur du trans-

port maritime » coûtera dix fois plus à l'État l'an prochain que cette année, soit environ 4 milliards d'euros.

Faut-il rappeler que ce sont ces capitalistes du transport (les CMA-GM et autres MSC, Maersk) qui ont fait flamber, pendant la crise Covid, le prix des conteneurs et par voie de conséquence le coût des marchandises ?

Eh bien ce sont ces capitalistes racketteurs que Macron et son staff ont décidé d'exonérer de 4 milliards d'impôts qui auraient pu servir à embaucher dans les hôpitaux, dans la recherche médicale et l'éducation nationale.

Armes françaises pour l'Ukraine : profits pour les marchands de canons

Vendredi 7 octobre, Macron a annoncé la mise en place d'un nouveau fonds de 100 millions d'euros à la disposition de l'État ukrainien pour acheter des armes aux industriels français.

Le gouvernement français parle de paix, et prétend ne fournir que des équipements défensifs à l'Ukraine. Mais, avec les autres puissances occidentales, il participe en fait depuis huit mois à une guerre menée avec la peau des Ukrainiens, pour défendre les intérêts des impérialistes occidentaux contre la Russie.

Depuis le début de cette guerre, le gouvernement français aurait fourni à l'armée ukrainienne 18 canons Caesar montés sur camion, des milliers d'obus, des missiles antichars et anti-aériens, des véhicules blindés, du carburant, des équipements individuels et une quinzaine de canons

tractés. Des troupes françaises ont été également positionnées en Roumanie, et des Rafale ont patrouillé à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine. Avec son nouveau fonds, Macron annonce que six canons Caesar supplémentaires pourraient être livrés, en prenant sur une commande faite initialement par le Danemark.

Les montants utilisés par la France, impérialisme de second ordre, semblent dérisoires comparés à l'enveloppe de 12 milliards de dollars votée par le Sénat américain pour renforcer l'armée ukrainienne. C'est simplement proportionnel à sa faible puissance et à sa place dans cette coalition qui ne dit pas son nom. Toujours est-il que, malgré les discours de Macron, celui-ci s'inscrit bien dans le cadre de la guerre menée par l'impérialisme américain.

Quant aux 100 millions d'euros,

ils atterriront dans les coffres-forts des marchands d'armes.



Salazie des quartiers entiers bientôt sans médecins ?

7000 habitants vivent dans le cirque de Salazie. Jusqu'alors la population disposait de 5 médecins : 1 à Grand Ilet, 1 à Mare à Vieille Place, 2 à Salazie village, 1 à Hellbourg.

Or d'ici la fin de l'année les deux médecins de Grand Ilet et de Mare à Vieille Place où vivent 3000 personnes, arrêtent leur activité. Celui d'Hellbourg est proche de la retraite.

Ces quartiers risquent donc de se retrouver sans médecins de proximité sous peu et leurs habitants d'être obligés de faire de longs déplacements

vers le village où les cabinets sont déjà surbookés.

Cette situation était prévisible, car les médecins partants avaient annoncé leurs décisions depuis des années.

Non seulement l'ARS Réunion n'a pas tenu compte du risque encouru par la population, mais elle a en plus décidé en juillet dernier d'exclure les quartiers concernés du bénéfice du zonage en quartier prioritaire qui ouvre le droit aux aides à l'installation pour les médecins acceptant de s'installer dans ces quartiers isolés.

Quant à Stéphane Fouassin, le

maire de droite de Salazie, médecin de son état, président de l'association des maires de La Réunion pendant plusieurs années, il a préféré fermer les yeux sur la situation sanitaire dans le cirque qui compte une forte proportion de personnes vulnérables (70 % de chômeurs), et de petits retraités sans moyens.

Il ne reste plus à la population qu'à compter sur ses propres actions (une pétition circule déjà) pour que l'État mette les moyens pour que les médecins reviennent exercer à Salazie !

Travailleurs sans papiers : leur lutte est celle de tous

La lutte des travailleurs sans papiers de DPD Coudray-Montceaux, RSI Gennevilliers, Chronopost Afortville dans la région parisienne se poursuit depuis un an.

Grande nouveauté, une délégation composée du représentant du collectif de Vitry et de deux délégués de RSI a été reçue le 29 septembre, à la demande d'élus PCF, par le ministre de l'intérieur Darmanin et le préfet des Hauts-de-Seine. La situation des travailleurs de RSI (entreprise d'intérim du BTP) a fait l'objet de l'essentiel de cette rencontre, au terme de laquelle le ministre a promis de faire examiner leurs dossiers, tout en faisant dire aux autres piquets (DPD et Chronopost) que c'était un « laboratoire » et qu'il leur demandait d'être patients... Depuis, la préfecture accepte enfin de recevoir les dossiers, mais cela fait près d'un an qu'ils réclament leur régularisation !

Cette entrevue avec le ministre a tout de même réjoui certains grévistes mais ils restent prudents. Le 30 août, ils avaient été reçus par le ministre du Travail Dussopt sans que cela ait changé quoi que ce soit. Quelques entrevues avaient également eu lieu dans les préfectures sans résultat.

Pour eux qui se sont échinés à travailler dans le bâtiment ou pour la Poste, ce serait pourtant la moindre des choses d'être régularisés, c'est-à-



dire considérés comme des travailleurs comme les autres. Ils sont autour de 300 dans cette lutte et sont conscients qu'aujourd'hui seule leur persévérance leur permet de sortir de l'invisibilité. Ils ont participé à plus de 60 manifestations devant les préfectures, les ministères et les entreprises concernées. Pour franchir tous les obstacles et que les vagues promesses pour quelques cas se concrétisent en une régularisation pour tous sur les trois piquets, ils savent aussi que leur mouvement doit se poursuivre.

Ceci se déroule dans un contexte politique où le gouvernement, en concurrence avec l'extrême droite, fait diversion en ciblant les migrants pour pouvoir mieux porter des coups

à l'ensemble des travailleurs. C'est le but du nouveau projet de loi sur l'immigration défendu par Gérald Darmanin, qui fait l'amalgame dans ses déclarations entre délinquance et immigration, tout en se disant favorable à la régularisation des « bons » travailleurs.

Rien n'est encore gagné ! Mais c'est bien leur action et leur détermination qui ont enfoncé un coin dans ce règlement absurde qui fait que des travailleurs qui n'ont pas seulement traversé la rue, mais franchi la Méditerranée et trouvé du travail, restent des parias car non régularisés et n'ayant aucun droit.

Les migrants Sri Lankais, victimes de leur gouvernement, mais aussi des pays impérialistes

Le Sri Lanka est plongé depuis plusieurs mois dans une crise économique dramatique qui a vu le pays incapable de payer ses approvisionnements en produits pétroliers s'effondrer économiquement faute d'énergie, mais aussi de nourrir sa population pour cause de gestion désastreuse de la production agricole par son gouvernement.

La situation devenue intenable a déclenché la révolte de larges couches de la population à laquelle le gouvernement aux abois a répondu par une répression sanglante.

Celles et ceux qui ont mené cette révolte se voient aujourd'hui pourchassés par les forces de l'ordre gouvernementales et sont pour certains menacés de mort. C'est pourquoi, afin de garder la vie sauve, ils tentent de fuir le pays par la mer.

Un certain nombre sont parvenus après de pénibles voyages sur les côtes réunionnaises, espérant bénéficier de la reconnaissance de réfugiés politiques.

Parmi eux, il en est qui ont voulu faire escale aux îles Chagos qui se trouvent sur le chemin menant à La

Réunion. Dans ces îles vidées de leurs occupants par les Britanniques et l'armée américaine qui en a fait une place forte, plus d'une centaine sont retenus, hébergés sous des tentes, avec interdiction de poursuivre leur voyage, quand d'autres sont renvoyés à la mer à leurs risques et périls.

Voilà quel sort les dictatures et les pays impérialistes réservent aux travailleurs des pays pauvres. Notre solidarité doit aller à ces derniers, pas aux premiers qui sont aussi nos ennemis !

DANS LES ENTREPRISES

Run Market : 750 emplois menacés

Lors de la mise en vente du groupe Vindémia à La Réunion, le groupe du capitaliste Hayot s'était taillé la part du lion, mais pour faire mine de respecter la loi sur la concurrence dans le commerce, il avait dû rétrocéder 4 des anciens magasins Score et Géant Score à des capitalistes locaux qui les exploitent sous l'étiquette Run Market.

750 salariés travaillent dans ces établissements.

Mais depuis quelques mois, Run Market bat de l'aile. Les fournisseurs, payés en retard, ne livrent plus ces magasins qu'au compte goutte et ils perdent des parts de marché.

Les salariés, à juste titre, se demandent quel avenir leur est promis. Ils ont manifesté leurs craintes de perdre leurs emplois, seule source de revenu pour eux, en manifestant devant leurs magasins.

La CFDT s'est positionnée en faveur du groupe IBL qui gère les magasins Winners à Maurice, expliquant qu'il n'y avait plus de temps à perdre.

Quant à la présidente du conseil régional, Huguette Bello, elle a, une fois de plus fait appel au « patriotisme économique des patrons

réunionnais face au « danger » mauricien, soutenu en cela par le préfet Filippini.

Des repreneurs réunionnais, il en existe et qui se sont manifestés. les capitalistes Thiaw Kine (Leclerc), Caillé (Leader Price) ou Kin-Siong (Hyper U) qui veulent bien reprendre lesdits magasins, mais pas leurs dettes !

Des capitalistes pays qui paient leurs salariés au plus bas et n'hésitent pas, à la première difficulté venue, à

les jeter par dessus bord pourvu que leurs affaires continuent à générer de solides profits !

Alors dans une situation pareille, les travailleurs n'ont pas à choisir quel seront leurs futurs exploiters. Ils doivent se mobiliser et se faire craindre pour imposer à leurs futurs patrons la reprise intégrale des emplois des Run Market ainsi que leurs acquis salariaux et autres.



DR

Grève chez Razel-Bec à Saint-Louis

Les ouvriers de cette entreprise de Saint-Louis spécialisée dans les travaux de génie civil, terrassements et autres infrastructures, bâtiments, ouvrages d'art et tous autres types de grands travaux publics et privés, se sont mis en grève lundi 10 octobre pour protester contre la décision de leur direction d'avoir abaissée la bonification des heures supplémentaires à 10 %, en ayant utilisé « la signature des salariés de la feuille d'embar-

gement d'un repas de fin d'année » en guise d'accord du personnel !

Pour rappel, le groupe Razel-Bec emploie 5000 salariés, principalement en France et en Afrique. Il existe depuis 140 ans. Ce n'est pas une PME sans moyens financiers !

Les grévistes ont rappelé aux patrons de Razel-Bec que les heures supplémentaires devaient être majorées de 25 % pour les 8 premières et de 50 % au-delà.

Ils ont aussi rajouté à leur cahier de revendication le versement de la prime Macron à hauteur de 1500 €, ainsi qu'une prime de congé pour compenser l'absence de 13ème mois (Le Quotidien du 12 octobre 2022).

La direction se refusant à céder sur leurs revendications, les ouvriers de Razel décidaient de reconduire leur grève mardi 11, puis mercredi 12 !

DANS LE MONDE

Pétrole : comment faire monter les cours

Le 5 octobre, les treize pays de l'OPEP, réunis avec dix autres pays producteurs de pétrole, ont décidé de réduire leur production à partir de novembre. Immédiatement, le prix du baril a grimpé dans les Bourses qui fixent le cours de l'or noir.

Les spéculateurs avaient anticipé la décision depuis plusieurs jours : ainsi le baril de Brent est passé de 85 à 98 dollars entre le 30 septembre et le 7 octobre. Toutefois, malgré la perspective de baisse de 2 % de la production mondiale, le cours du pétrole n'est aujourd'hui pas plus élevé qu'en février, avant le début de la guerre en Ukraine, après avoir subi une flambée l'amenant plusieurs fois

au-dessus de 120 dollars au printemps.

La décision de l'OPEP, dont l'Arabie saoudite est le pilier, a entraîné beaucoup de commentaires, car elle va à l'encontre des pressions qu'exerce l'impérialisme américain depuis cet été pour que le cours du pétrole ne flambe pas. En juillet, Biden avait tâché d'influencer l'Arabie saoudite en réintégrant démonstrativement le dictateur Ben Salman dans le cercle des dirigeants fréquentables.

Biden, dont le parti affronte en novembre des élections qui pourraient lui faire perdre sa majorité au Congrès, veut éviter le ressentiment des automobilistes américains

confrontés au prix record de 5 dollars le gallon d'essence (soit 1,30 euro le litre) cet été à la pompe.

Plus fondamentalement, depuis une dizaine d'années les États-Unis cherchent à affaiblir le cartel des pays producteurs qu'est l'OPEP. La montée en puissance du pétrole de schiste extrait aux États-Unis leur a permis de plus que doubler leur production pétrolière en douze ans, alors que celles de l'Arabie saoudite et de la Russie ont stagné. À présent la production combinée des États-Unis et du Canada équivaut au total de celles de l'Arabie saoudite et de la Russie.

Les États-Unis, qui sont aussi les plus gros consommateurs de pétrole, cherchent à affirmer leur contrôle sur ce secteur. Ils veulent aussi sanctionner la Russie en lui imposant un prix bas d'exportation. C'est en réaction à cette offensive limitant leur marge de manœuvre que les pays de l'OPEP, la Russie et d'autres, tâchent de faire monter les cours du pétrole.

Ces grandes manœuvres et chocs d'intérêts, sur fond de récession attendue qui prépare d'autres soubresauts, ne troublent pas les grandes compagnies pétrolières, qui dégagent des profits record. Mais elles en font voir de toutes les couleurs aux populations qui souffrent des à-coups d'un monde capitaliste en crise.



Extraction de pétrole de schiste au Dakota du Nord

Daniel Ackers Bloomberg

La contestation s'approfondit

Quatre semaines après la mort de Mahsa Amini, la contestation contre les dirigeants de la République islamique se poursuit et s'approfondit, malgré la répression.

Au 10 octobre, l'association Iran Human Rights avait recensé 185 morts. À Téhéran et dans les principales villes du pays, les arrestations de manifestants, les tirs de la police, les tabassages dans les commissariats ou en prison n'arrêtent pas les hommes et les femmes, parfois sans voile, souvent très jeunes, qui descendent dans la rue pour crier « *Mort au dictateur* » ou « *Khame-nei, nous t'enterrerons* ». En s'en prenant à des chefs religieux qui prônent la morale, mais qui sont eux-mêmes milliardaires, corrompus et dépravés, les jeunes manifestants trouvent le soutien d'une large fraction de la population.

Dans le sud de l'Iran, sur le complexe pétrolier de South Pars, les tra-

vailleurs du pétrole se sont mis en grève et ont manifesté pour soutenir la contestation. Ces travailleurs représentent une force, par leur nombre et leur concentration dans un secteur qui fournit la principale ressource économique du pays, et par leurs traditions de lutte. Les syndicats officiels étant soumis aux patrons et les syndicats indépendants étant interdits, les travailleurs du pétrole ont pris l'habitude de créer des comités de lutte.

On ne peut que souhaiter que les travailleurs d'autres secteurs, comme l'industrie sucrière ou les transports, eux aussi régulièrement mobilisés, rejoignent la contestation, lui donnent des objectifs de classe en se méfiant des candidats à remplacer la République islamique par une autre dictature, qui ne manquent pas. Déjà les monarchistes sont en embuscade : Reza Pahlavi, le fils du chah, a affirmé depuis New-York sa solidarité

avec les femmes iraniennes. D'autres politiciens, parmi les prétendus modérés du régime ou parmi les « démocrates » de tout poil, pourraient rapidement surgir.



VIDEO - IWIITEK

HONGRIE

Une direction de combat à l'œuvre

Samedi 1er octobre, le syndicat des travailleurs de l'usine Continental de Mako, 1 700 travailleurs, qui avait conduit un mouvement de grève en février-mars 2022, avait programmé, en liaison avec le journal contestataire *Mercé*, la projection du film, « *Les Contis* », qui raconte la grève des travailleurs de Continental Clairoix en 2009, face à l'annonce de la fermeture de leur usine.

Les travailleurs avaient invité le réalisateur du film et un des protagonistes du mouvement et cela a provoqué une réaction violente de la direction de l'usine. Le directeur a mené campagne contre cette projection, il a fait arracher systématiquement les affiches l'annonçant et a mis en garde les travailleurs qui voulaient y assister, disant, non seulement qu'il y avait des risques d'affrontements,

mais qu'ils seraient fichés. De plus, il a programmé une séance exceptionnelle de travail ce samedi normalement non travaillé et, pour ajouter à l'ambiance, il a fait installer une demi-douzaine de voitures de gardiennage à l'entrée de l'usine, mise ainsi en état de défense puisqu'elle était, disait-il, « *menacée d'attaque* ». Enfin, ce même directeur a envoyé une lettre de 15 pages à tous les directeurs d'usines de Continental en Hongrie pour dénoncer cette projection, « *où assisterait un élément criminel venu de France et qui prouvait la dangereuse radicalisation du syndicat de Mako* ». Le directeur affirmait vouloir saisir la police, le gouvernement et le ministère de l'Intérieur !

Il faut dire qu'en février-mars, le syndicat de Mako a conduit une

grève pour contrer la volonté de la direction de dénoncer la convention collective qui régissait les droits des travailleurs dans l'usine. Ce mouvement, qui a dû suivre les modalités prévues par la loi, a abouti à une grève totale suivie par l'immense majorité des travailleurs. En mars, la direction a dû annuler son projet, mais, pour se venger, elle a procédé sur quelques semaines, en mai et juin, au licenciement des cent principaux animateurs du mouvement. Sous une série de prétextes futiles, il s'agissait bel et bien de licenciements pour fait de grève.

Les patrons de tous les pays se ressemblent sans doute, mais cet incident en dit long sur l'atmosphère que certains font régner au pays d'Orban.

2 millions d'habitants menacés par la famine

L'an dernier, 1,6 millions de Malgaches ont souffert de la famine, principalement dans le sud de l'île.

Cette année, la situation a encore empiré, car l'État malgache gangrené par les profiteurs de toutes sortes se révèle incapable de répondre aux besoins de base de la population dans tous les domaines : adduction d'eau potable, production d'électricité,

entretien et développement des réseaux routiers et ferrés, logements sociaux, scolarité, contrôle des prix.

Ce sont bien sûr les plus pauvres vivant dans les régions les plus déshéritées du sud de l'île qui paient le plus lourd tribut.

Afin d'échapper à la mort pour cause d'alimentation insuffisante, les populations du sud émigrent donc vers le nord occupant au passage des

champs appartenant déjà à d'autres villageois, entraînant dans leur sillage les voleurs de bétail (les Dahalos) qui sèment la mort et la désolation partout où ils passent.

Quand ils ne trouvent pas à s'installer à la campagne, ces populations pauvres vont grossir la masse des pauvres des villes survivant de quelques expédients, où ils espèrent trouver un emploi, en fait une vie de prolétaires exploités sans limite.

Seule une révolution sociale balayant la classe parasitaire des exploités pourrait offrir l'espoir d'en finir avec la faim et la misère à Madagascar.



LO

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Lutte de Classe n°226



Au sommaire

- Le chaos du capitalisme en crise
- D'une crise économique à l'autre
- La guerre en Ukraine accélère la militarisation
- Une vague de grèves inédite en Grande-Bretagne
- Brésil : le duel Bolsonaro-Lula
- L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie (1978-2022)
- Renault et les grandes manœuvres dans l'automobile
- Les mémoires de Georg Scheuer